



Heusy, le 25 novembre 2024

Aux parents de tous les élèves

Objet : grève des enseignants du 26 novembre

Madame, Monsieur,

Vous n'êtes pas sans savoir qu'un mouvement de grève des enseignants marquera demain, le mardi 26 novembre, le rejet catégorique du projet de restriction budgétaire 2025 porté par le gouvernement de la Fédération Wallonie Bruxelles.

Nous sommes dans un processus d'amélioration du monde de l'enseignement à travers le Pacte pour un Enseignement d'Excellence, initié il y a déjà plusieurs années. Ce processus est globalement accepté par les acteurs de l'enseignement : écoles, syndicats, associations de parents. Mais les mesures budgétaires annoncées récemment sortent de ce cadre. Et elles sont de nature à déséquilibrer l'ensemble.

Ces restrictions budgétaires font peser le poids des économies à réaliser sur le secteur qualifiant des écoles et sur certains élèves plus spécifiquement.

1. Les moyens organisationnels de l'enseignement qualifiant sont réduits.
2. Certains élèves en fin de formation sont poussés vers la sortie et vers l'enseignement pour adultes.
3. Certains élèves en décrochage scolaire sont *de facto* exclus de l'enseignement obligatoire et orientés vers les formations pour adultes.

Dans notre école, certains de nos élèves ne pourront plus poursuivre leur parcours comme auparavant (les élèves de 6TQ hôteliers-restaurateurs) et toutes nos sections de qualification verront leurs moyens et donc, la qualité d'encadrement, se réduire.

D'autres écoles, exclusivement qualifiantes, seront, elles, beaucoup plus durement touchées et, derrière ces écoles, ce sont les élèves qui seront mis en difficultés. **Ce sont des élèves déjà précarisés ou fragilisés qui vont l'être encore davantage.**

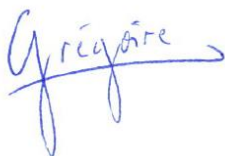
Vous trouverez à la suite de ce document divers courriers que nous vous invitons à lire, en fonction de votre intérêt pour le monde de l'enseignement qui accueille vos enfants. Vous trouverez un courrier des fédérations de Pouvoirs Organisateurs des écoles en Fédération Wallonie Bruxelles, de la fédération des directeurs des écoles libres secondaires et celui des membres du personnel.

Dans notre école, nous constatons une très forte mobilisation du corps professoral. **Les cours ne pourront donc pas être assumés ce mardi 26 novembre.** Nous préférons clarifier la situation afin d'éviter des déplacements parfois longs pour une voire deux heures de cours.

Néanmoins, votre enfant, s'il vient à l'école, sera accueilli et pris en charge sous forme d'une étude silencieuse.

Vous remerciant pour votre confiance et votre compréhension, nous vous assurons, Madame, Monsieur, de nos sentiments les meilleurs.

Sébastien Grégoire
Directeur adjoint

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Grégoire', with a stylized flourish extending to the right.

Simon-Pierre Baiwir
Directeur

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'Baiwir', with a large, circular, looping flourish above the name.



COMMUNIQUÉ DE PRESSE | 21-11-2024

Manque de concertation et coupes budgétaires : l'enseignement qualifiant en péril !

Dès la constitution du Gouvernement, la Ministre de l'Éducation, Madame Valérie Glatigny, a réuni les Fédérations de pouvoirs organisateurs pour affirmer sa volonté de poursuivre la mise en œuvre de la réforme du Pacte et a rappelé son attachement à la concertation des acteurs institutionnels et de terrain.

Après quelques semaines de fonctionnement, force est de constater que ces paroles ne se traduisent pas réellement dans les actes. **Les Fédérations de pouvoirs organisateurs (CECP, CPEONS, FELSI et SeGEC) et Wallonie-Bruxelles Enseignement (WBE) tiennent à dénoncer le manque de concertation sur plusieurs dossiers :** l'interdiction des GSM à l'école, le projet de réforme des rythmes scolaires annuels, le gel des mesures relatives à la gratuité des frais scolaires, l'instauration d'une nouvelle épreuve externe en troisième année primaire ou encore les diverses mesures d'économie prévues dans le cadre du décret-programme.

Très spécifiquement, **les mesures qui touchent le qualifiant sont nouvelles et non concertées au travers des instances du Pacte** et sortent de la feuille de route de celui-ci.

Cela nous étonne puisque le Gouvernement, dans la déclaration de politique communautaire, énonce lui-même les principes fondamentaux de la concertation avec les acteurs de « l'école » : « Le Gouvernement s'assurera que les dispositifs associés aux réformes aient été testés avec les acteurs concernés et soient soutenables pour les équipes » (DPC, p. 16) et « **le Gouvernement n'entend pas que l'école fasse des efforts budgétaires non concertés, disproportionnés ou injustes au regard de leurs nombreuses missions.** Mais il souhaite construire avec les acteurs de l'enseignement un accord administratif, organisationnel et social. Cet accord aura pour but d'éviter toute baisse linéaire des moyens, forcée par une dérive budgétaire non maîtrisée, pour proposer au contraire la mise en œuvre d'une gestion plus efficace, plus raisonnée et équitable des moyens disponibles, notamment en termes de conditions de travail, de statut des personnels et de gestion des carrières ou encore en termes de synergies entre réseaux et de répartition de l'offre d'enseignement » (DPC, p. 12).

Dans le cadre du décret-programme sur le volet du qualifiant, **il y a une rupture unilatérale des principes énoncés par le Gouvernement** et une déviation de la trajectoire définie par le Pacte qui prévoit déjà des économies importantes.

Pourquoi les mesures envisagées par le Gouvernement dans le cadre du Budget 2025 de la FWB ne peuvent être, aux yeux des Fédérations de Pouvoirs organisateurs et de WBE, de “*simples*” mesures d’économie et doivent faire l’objet d’une concertation dans le cadre du Comité du Pacte ?

- Ces mesures sont annoncées comme une revalorisation du qualifiant mais dans les faits, elles se traduisent uniquement en économies (plus de 15 millions par an) ;
- **des mesures annoncées pour une entrée en vigueur à la rentrée scolaire 2025 qui vont rendre inaccessible aux étudiants qui bénéficient déjà d’un CESS une 7e qualifiante alors que ces jeunes sont engagés dans des parcours d’enseignement et qu’un contrat moral avec les élèves actuellement en 5e et 6e existe. Les élèves de 7TQ (technique de qualification) et TP (technique professionnelle) sont des jeunes qui acquièrent des compétences de haut niveau utiles aux milieux industriels et sociaux ;**
- **la suppression de plusieurs 7e années de l’enseignement qualifiant, comme le technicien en diagnostic automobile, qui ont été ouvertes à la demande des secteurs professionnels et pour lesquels il n’y aura plus d’offre de formation équivalente en septembre 2025 ;**
- des mesures annoncées dans le cadre d’une réforme systémique pour laquelle les acteurs concernés n’ont à ce jour jamais été réunis et consultés dans le cadre du Pacte ;
- un exposé des motifs et des commentaires d’articles qui font un lien avec le Pacte et en particulier la gouvernance du qualifiant ;
- des mesures annoncées alors que la mise en œuvre du tronc commun dans l’enseignement secondaire, impactant fortement l’enseignement qualifiant (impact organisationnel, culturel, dimensions sociale et budgétaire) sont en débat au comité du Pacte ;
- un prélèvement sur les moyens d’encadrement global et pas uniquement sur les moyens de la formation technique et pratique, ce qui entraîne mécaniquement une diminution de l’encadrement de la formation commune de ces options qualifiantes. En clair, moins de français, de mathématiques et de citoyenneté pour ces élèves.

Lors du comité de négociation, **nous avons remis un avis défavorable sur ces diverses mesures et nous avons même demandé le retrait de ces articles du décret-programme afin qu’une concertation digne de ce nom puisse avoir lieu.**

Ces mesures non concertées compromettent d’emblée la réforme systémique de l’enseignement qualifiant, de l’enseignement pour adultes et de la formation professionnelle annoncée dans la déclaration de politique communautaire.

Nous rappelons par ailleurs que l’enseignement qualifiant vient d’absorber la réforme du Parcours d’enseignement qualifiant qui a, en six mois, modifié les grilles horaires ainsi que les programmes et entame la deuxième année du décret dit « *Gouvernance du qualifiant* » qui rationalise fortement son offre.

Nous ne quittons pas la table des discussions, nous demandons juste de garder le cap et la temporalité fixée par le Pacte d'excellence.

Face aux réformes non concertées qui menacent la stabilité de l'enseignement qualifiant, nous restons résolus à défendre la qualité et la pérennité de notre mission éducative. Notre engagement envers le Pacte d'excellence est clair : nous y contribuons activement depuis 2017, et nous demandons que le Gouvernement respecte ce cadre de dialogue, indispensable à la réussite des élèves et au bien-être des équipes éducatives. Nous restons engagés dans cette voie, assurés qu'une éducation de qualité et équitable, est un droit que nous défendrons sans compromis.

.....

Philippe Barzin

Secrétaire général - CECP

Sébastien Schetgen

Administrateur-délégué - CPEONS

Patrick Lenaerts

Direction pour l'enseignement secondaire - SeGEC

Alexandre Lodez

Secrétaire général - SeGEC

Gil-Olivier Dumont

Secrétaire général - Felsi

Julien Nicaise

Administrateur général - WBE



Vendredi 22 novembre 2024

Chers parents,

Ce mardi 26 novembre, l'école de votre enfant risque d'être perturbée par un mouvement de grève à l'appel du front commun syndical Enseignement.

Les directions partagent largement les inquiétudes des enseignants quant à l'adoption du décret programme qui va limiter les moyens accordés à l'enseignement qualifiant, faire disparaître certaines années de spécialisation (7TQ) et écarter certains élèves majeurs de l'enseignement obligatoire, et ce, dès l'année scolaire prochaine. Ces mesures sont contraires à une revalorisation annoncée de l'enseignement qualifiant et vont à l'encontre des dispositions prévues par le Pacte pour un Enseignement d'Excellence.

Au-delà de cette préoccupation majeure du moment, la FEADI (Fédération des Associations de directions de l'enseignement secondaire catholique) qui regroupe les directions de plus de 400 écoles en Wallonie et à Bruxelles a tenu à vous faire parvenir ce courrier pour vous faire part également d'un certain nombre d'inquiétudes qui sont les nôtres quant à l'avenir proche de nos écoles et, avant tout, à ce que celles-ci pourront proposer pour la scolarité de vos enfants dans les années à venir.

En effet, depuis quelque temps, l'enseignement vit dans un climat d'incertitude permanent entretenu par une vague de réformes qui, additionnées les unes aux autres, ont fait naître un inconfort de moins en moins propice à l'investissement serein des équipes pédagogiques auprès de vos enfants.

Il serait fastidieux et probablement complexe de vous exposer l'ensemble de ces réformes, mais il nous paraît important de vous en citer quelques-unes afin de vous faire comprendre le malaise vécu au sein des établissements scolaires par les enseignants, les éducateurs et les directions.

Lancée il y a dix ans, l'idée du Pacte pour un enseignement d'excellence a, depuis, apporté quantité de réformes dans les habitudes scolaires de notre territoire avec l'idée de construire celles-ci dans un esprit participatif de toutes les parties impliquées. Sur le terrain, passées les premières consultations, les réformes ont porté sur bien des aspects : organisation du parcours scolaire et apparition du Tronc Commun, refonte des référentiels, management des écoles et plans de pilotage, etc., le tout avec un éloignement de plus en plus sensible du terrain et de ses acteurs au quotidien.

Parallèlement à l'entrée en vigueur de ces réformes globales, d'autres sont venues se greffer avec une logique qui a, petit à petit, glissé de l'intérêt pédagogique vers le seul intérêt politique : tronc commun allongé jusqu'à la 3^e secondaire, parcours d'enseignement qualifiant généralisé à toutes les filières sans anticipation ni réécriture des programmes afin de verrouiller ledit tronc commun, modification des rythmes scolaires sans concertation avec les autres entités de notre pays et sans l'anticipation nécessaire à sa mise en œuvre, etc. Tout récemment, nous découvrons les priorités de notre ministre et du gouvernement de la FWB : interdiction du GSM dans toutes les écoles et interdiction du point médian. Vouloir brandir un trophée symbolique semble primordial...

Mais, derrière ces réformes vantées médiatiquement, bien des questions sont apparues qui restent sans réponses alors que le train continue d'avancer : de quoi sera constituée la 3^e année du Tronc Commun alors qu'il ne reste qu'un an avant l'arrivée de celui-ci en 1^{re} secondaire ? Comment les écoles devront-elles et pourront-elles accueillir les élèves pour la nouvelle formation manuelle, technique et numérique ? Quels seront les débouchés après ce Tronc Commun ? Quels parcours seront possibles en 2028 pour les élèves qui, l'an prochain, entreront en 6^e primaire ? Quels diplômes

leur seront proposés ? Existera-t-il encore un réel enseignement qualifiant accessible largement, notamment pour des élèves au parcours plus sinueux ? Y aura-t-il des enseignants en suffisance alors que les écoles font face à une pénurie inouïe alors que d'autres perdront leur emploi par suppression de leur cours ? Comment comprendre que, alors qu'un partenaire de la majorité se réjouit d'avoir obtenu que « 1 élève = 1 élève », le même jour, les élèves du qualifiant voient leur encadrement diminuer de 3% et leurs perspectives de formation fortement réduites ? Comment motiver des enseignants, particulièrement dans le qualifiant, alors que leur métier est sans cesse bousculé, voire menacé par une réforme qui fait planer le doute sur la survie de certaines options chaque année à venir ?... Cette liste est loin d'être complète.

Alors que les enseignants se mettent en grève, les directions d'écoles désirent dire leur désarroi face à une situation sur laquelle elles n'ont de cesse d'attirer l'attention des décideurs politiques de tous les partis afin de tenter de leur faire comprendre que si des réformes sont tout à fait possibles dans le milieu scolaire, celles-ci ne peuvent se faire à n'importe quel prix, n'importe quel rythme et n'importe quel coût.

Sur le terrain, au quotidien, plus de 1.000 membres d'équipes de direction des écoles secondaires catholiques consacrent tout leur temps et toute leur énergie pour organiser leurs écoles afin que les élèves qui leur sont confiés bénéficient d'un accueil, d'un apprentissage et d'un accompagnement de qualité. Ils sont, chaque jour, auprès de leurs élèves et de leurs équipes pour tenter d'apporter leur soutien à la construction des adultes de demain par des enseignants qui cherchent à leur faire découvrir et développer leur meilleur potentiel, dans des contextes extrêmement différents selon le lieu où ils exercent leur métier : en ville ou à la campagne, dans l'enseignement général ou dans le professionnel, dans l'ordinaire ou le spécialisé.

Or, malgré l'expertise qu'ils ont accumulée, individuellement et collectivement, ces *acteurs de terrain* que nous sommes selon les mots du gouvernement de la FWB sont systématiquement écartés de la réflexion sur leur métier, leurs écoles et leurs élèves. Alors que, pour vos enfants, vous leur faites confiance, les décideurs politiques semblent s'en méfier en diminuant leur autonomie, en réduisant leurs moyens d'agir et en les informant en dernier de ce qu'ils devront prendre en charge et assumer auprès de leurs équipes et, surtout, de vos enfants.

Alors que la grève menace l'organisation des écoles ce mardi 26 novembre, les directions d'école tenaient à vous faire connaître leur désarroi et, devant vous, à demander à Mme la Ministre de l'Éducation comme à tout le Gouvernement et tout le Parlement de la FWB la considération pour notre métier, la confiance que celui-ci exige pour remplir notre mission sociale et l'autonomie pour pouvoir répondre de manière locale et adaptée aux interrogations qui sont celles de vos enfants dans l'école où ils progressent vers un avenir que nous souhaitons, pour eux, comme pour nous tous, meilleur et enthousiasmant.

En ce jour de grève dans l'enseignement, les directions d'école seront présentes dans leurs établissements afin d'accueillir au mieux vos enfants qui méritent, plus que jamais, toute notre attention.

Vous remerciant de la confiance que vous placez dans nos écoles, nous vous assurons de notre entier dévouement,

Pour la FEADI,

Alain KOEUNE, Président – directeur@cnddinant.be

François DE WAELE, Vice-Président – direction@isj.org

Les membres du bureau de la FEADI :

Grégory DE SMET-Laurence HUBERT- Béatrice VRANCKX – **AdiBra**

Anne VERHAEREN -Damien MASQUELIER – **AdiHainaut**

Simon-Pierre BAIWIR- Ugo CECCATO-Marie-Rose ROTOLO – **AdiLiège**

Emmanuelle FLORENT – Marianne HENON – Ingrid LEFEVRE – **AdiLux**

Gauthier MARTIAT – Arnaud GAVROY – Fabien JACQUES – **AdiNa**

Benoît LENGELE – Olivier NIVARLET- **ADESC**

Chers parents,

Une grève est annoncée dans l'enseignement ce mardi 26 novembre et nous tenions à vous expliquer le pourquoi de cette action.

Le gouvernement MR/Engagés au pouvoir à la Communauté Française prend des décisions que nous ne pouvons accepter, tant sur la forme que sur le fond.

Sur la forme, tout d'abord, la ministre fait passer des décisions sans une vraie concertation des partenaires, comme les fédérations de pouvoir Organisateur, les associations de parents ou les organisations syndicales. C'est un véritable déni du débat démocratique où les acteurs de terrain peuvent pourtant apporter leur expertise.

Sur le fond, ensuite, le gouvernement attaque de toutes parts l'enseignement afin de faire des économies.

Oui, l'école a un coût ! Ce coût c'est celui de l'épanouissement de vos enfants et vos adolescents. C'est aussi celui de l'avenir de notre société car nous formons les adultes de demain, un avenir où chacun a sa place. Dualiser encore plus la société en utilisant l'école pour y arriver n'est pas acceptable pour les enseignants. « Revaloriser l'enseignement qualifiant » en supprimant les emplois des enseignants, voici le double langage du gouvernement.

Une école n'est pas une entreprise, car dans ce cas, vos enfants seraient la marchandise ! C'est intolérable pour nous. Les enseignants et les élèves sont dans le même bateau. Si nous nous battons pour nos conditions de travail, c'est parce qu'elles sont aussi les conditions d'apprentissage de vos enfants.

Nous ne pouvons accepter que l'on rabote les budgets. Le gouvernement prévoit actuellement de faire les premières coupes drastiques dans les budgets du secondaire et cela impactera tous les autres niveaux d'enseignement.

De plus nous ne pouvons tolérer que la compétence pédagogique de notre métier soit niée, pour permettre à chacun de s'improviser professeur, alors que c'est un métier qui nécessite des études et une vraie expertise de la gestion d'une classe et de la pédagogie.

Accepteriez-vous des classes surpeuplées pour vos enfants, avec des professeurs sans formation spécifique, tellement surchargés par les contraintes administratives qu'ils n'ont plus le temps de se consacrer pleinement à leurs élèves ? Nous pensons que non et c'est pour cela que nous sommes convaincus que vous comprendrez notre action.

Cordialement,

La délégation syndicale CSC-Enseignement et l'équipe éducative